
Élites et société politique dans l'Italie méridionale péninsulaire entre XIII^e et XV^e siècle

Serena Morelli



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rives/7463>

DOI : 10.4000/rives.7463

ISSN : 2119-4696

Éditeur

TELEMME - UMR 6570

Édition imprimée

Date de publication : 5 juin 2020

Pagination : 135-164

ISBN : 979-10-320-0274-2

ISSN : 2103-4001

Référence électronique

Serena Morelli, « Élites et société politique dans l'Italie méridionale péninsulaire entre XIII^e et XV^e siècle », *Rives méditerranéennes* [En ligne], 60 | 2020, mis en ligne le 03 janvier 2021, consulté le 01 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rives/7463> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rives.7463>

© Tous droits réservés

Élites et société politique dans l'Italie méridionale péninsulaire entre XIII^e et XV^e siècle¹

Serena Morelli

Università della Campania « Luigi Vanvitelli », Naples, Italie

Résumé : Cet article aborde une tradition historiographique qui a imputé au long règne angevin la formation de groupes de pouvoir qui ont constitué les élites politiques du Mezzogiorno continental dans un cadre cristallisé déjà au XIV^e siècle. À travers les principaux axes de recherche suivis ces dernières années, qui ont conduit à un renouveau global de l'historiographie, on enquête sur la relation avec la cour et le *servitium regis*, sur le rôle de la capitale et sur les contextes citoyens et seigneuriaux. Le but est de repérer s'il y avait des virages chronologiques, qui contribuèrent à définir les aspects identitaires des groupes de pouvoir politique entre la fin du XIII^e siècle et la moitié du XV^e siècle.

Mots-clés : Élites politiques, angevins, cour, officiers, pouvoirs seigneuriaux, mobilité sociale, Mezzogiorno

Abstract : This article reflects on a historiographic tradition that has blamed the long reign of Angevin for the formation of power groups destined to form the political elites of the continental Mezzogiorno in a crystallized picture, already in the fourteenth century. Through the main lines of research followed in recent years, which have led to a complete renewal of angioinist historiography, it investigates both the relationship with the court and the service regis, the role of the capital and the urban and stately contexts. The aim is that of identifying chronological hairpins, whether there were, that helped to define the identity aspects of political power groups between the end of the 13th century and the middle of the 15th century.

Keywords: Political elites, angevins, court, officers, feudal powers, social mobility, Southern Italy

Riassunto: L'articolo riflette su una tradizione storiografica che ha imputato al lungo regno angioino la formazione di gruppi di potere destinati a costituire le élites politiche del Mezzogiorno continentale in un quadro cristallizzato già nel XIV secolo. Attraverso i principali assi di ricerca seguiti negli ultimi anni, che hanno portato ad un complessivo rinnovamento della storiografia angioinista, si indaga

¹ Je voudrais remercier Jean-Paul Boyer pour la relecture du texte français.

sia sul rapporto con la corte ed il *servitium regis*, che sul ruolo della capitale e sui contesti cittadini e signorili, con lo scopo di individuare se ci furono dei tornanti cronologici che contribuirono a definire gli aspetti identitari dei gruppi di potere politico tra la fine del XIII secolo e la metà del XV.

Parole chiave: Elites politiche, angioini, corte, ufficiali, poteri signorili, mobilità sociale, Mezzogiorno

À première vue, l'objet du présent article n'est pas nouveau, à savoir les classes dirigeantes du Mezzogiorno au temps de la première dynastie angevine (1266-1435). Comprenons les élites du Royaume par antonomase, pour la Péninsule. Il s'entend, du moins, pour sa partie continentale après les Vêpres (1282). La question de ces classes dirigeantes a été abordée sous des angles multiples. Mais ils ont été souvent conditionnés par la conviction que les Anjou, à proportion de leur longue permanence au pouvoir durant des années riches en événements décisifs pour l'Occident, auraient déterminé les traits fondamentaux de la société méridionale². Pour nuancer cette vision simplificatrice, l'analyse des classes politiques du Mezzogiorno angevin exige de préciser d'abord plusieurs facteurs de nature générale, comme le rôle et le développement d'un corps d'officiers, la diffusion d'un *cursus studiorum* et certains phénomènes de mobilité sociale liés à l'accès aux offices. De fait, ces divers éléments doivent se replacer dans le cadre des spécificités de la réalité méridionale, qui ont au reste favorisé le développement de courants historiographiques importants³.

Le premier regarde, sans aucun doute, la pénétration dans le Royaume d'un personnel venant de régions transalpines. Le phénomène coïncide avec une question qui touche, en réalité, toutes les dynasties gouvernant le *Mezzogiorno* médiéval depuis les Normands. Entendons la double problématique d'une succession de dominations étrangères et de leur incidence sur le Sud italien en termes de développement ou de stagnation⁴. Une autre particularité de l'histoire

2 Giuseppe Galasso, *Il regno di Napoli. Il mezzogiorno angioino e aragonese (1266-1494)*, Turin, UTET, 1992; Id., *Intervista sulla storia di Napoli*, Bari-Rome, Laterza, 1978, nouvelle éd. 2018.

3 Il existe une dense série de travaux sur mobilité sociale et service de la couronne, par exemple : Lorenzo Tanzini, Sergio Tognetti (dir.), *La mobilità sociale nel Medioevo italiano*. 1 *Competenze, conoscenze e saperi tra professioni e ruoli sociali (secc. XII-XV)*, Rome, Viella, 2016; Andrea Gamberini (dir.), *La mobilità sociale nel Medioevo italiano*. 2 *Stato e istituzioni (secoli XIV-XV)*, Rome, Viella, 2017, en particulier Id., « *I piedi e le tibie* » dello stato : gli ufficiali. *Legittimazione e costruzione identitaria di un nuovo ceto politico nelle parole di Uberto Decembrio*, p. 99-115; Sandro Carocci, Isabella Lazzarini (dir.), *Social Mobility in Medieval Italy (1100-1500)*, Rome, Viella, 2018.

4 Une réflexion sur cette interprétation historiographique se trouve chez Mario Del Treppo, *Stranieri nel Regno di Napoli. Le élites finanziarie e la strutturazione dello spazio economico e politico*, in *Dentro la città. Stranieri e realtà urbane nell'Europa dei secoli XII-XVII*, éd Gabriella Rossetti, Naples, Liguori, 1989, p. 179-233.

du *Mezzogiorno* regarde la présence d'une grande capitale, au fort ascendant sur le pays. La ville de Naples devint très vite un centre producteur d'élites administratives et politiques issues d'un patriciat solidement organisé et défini, converti en *nobiltà di seggio* (noblesse de « siège »). Celle-ci s'érigea en canal majeur de promotion sociale. Capable même de conditionner les équilibres politiques et les relations entre la cour et ses sujets, elle a suscité et concentré en grande part les recherches sur les élites, mais pour aboutir à des résultats en partie opposés selon les auteurs⁵.

Deux autres préoccupations de l'historiographie méridionale méritent encore d'être mentionnées en introduction, celle sur le monde seigneurial et celle sur la société urbaine des provinces. Il importe de les retenir car, nous le verrons, les approches se sont sensiblement renouvelées au cours des dernières années. Rappelons, pour l'heure, que l'érudition traditionnelle considérait le *Mezzogiorno* comme un espace dominé par les seigneurs. Pour revers de la médaille, elle réduisait les villes et les oligarchies citadines à un rôle insignifiant.

En somme, tout un ensemble de recherches n'ont pas manqué pour mettre en valeur les classes dirigeantes du royaume angevin. Elles s'accordaient toutefois, il y a quelques décennies, pour décrire une monarchie fortement conditionnée par l'aristocratie liée au souverain, par la culture de cour et par une puissante féodalité. En retour, les sociétés citadines semblaient disposer d'une faible capacité contractuelle avec le trône ou avec la noblesse.

Or, une nouvelle génération d'historiens a profondément renouvelé ce cadre interprétatif. Il convient en particulier d'insérer, pour la période considérée, le royaume de Sicile dans l'ensemble de l'espace angevin, car des travaux multipliés le considèrent dorénavant dans toute son étendue. Entre de multiples pistes de recherche, ils ont ainsi exploré la mobilité sociale et géographique, l'évolution des institutions, les identités, les caractères distinctifs des élites, leur rôle et leur conscience politiques. Ces enquêtes ont utilisé plusieurs méthodes, de la prosopographie aux études sur le langage politique ou sur les représentations culturelles. Elles ont contribué à offrir une image multiple et dynamique du monde angevin, qui se retrouve dans une élaboration complexe des classes dirigeantes méridionales⁶.

5 Cf. Guido D'Agostino, *Per una storia di Napoli capitale*, Naples, Liguori, 1988; Giuseppe Galasso, *Napoli capitale. Identità politica e identità cittadina. Studi e ricerche 1266-1860*, Naples, Electa Napoli, 2003².

6 Ne pouvant citer toutes les contributions, nombreuses et riches, de cette nouvelle ère de l'angevinisme, je me borne à quelques références majeures, qui renvoient au reste de la bibliographie essentielle. Pour les résultats dans le domaine de la prosopographie : Serena Morelli, *Per conservare la pace. I giustizieri nel Regno di Sicilia da Carlo I a Carlo II d'Angiò*, Naples, Liguori, 2012; et *Europange. Les processus de rassemblements politiques : l'Europe angevine (XIII^e-XV^e siècles)*, projet ANR dirigé par Thierry Pécourt, en ligne : [https://

Je crois opportun de revenir sur leur cas pour mobiliser et rassembler les acquis récents, car ils attendent désormais cette étape synthétique. Ils permettent d'envisager un large spectre d'individus aux attitudes et aux caractéristiques sociales diverses, qui tous appartenaient pourtant à l'élite politique du Royaume. Afin de vérifier les éventuelles convergences, j'ai plus particulièrement considéré des catégories longtemps disjointes par l'érudition. J'embrasse donc, dans ma réflexion, l'ensemble des personnes, aux titres et aux fonctions variées, employées dans le système politico-institutionnel et recouvrant des charges d'ordre administratif (même quand elles n'étaient pas encore codifiées). J'inclus, dans cette perspective, les représentants de sociétés politiques dont le caractère principal était celui de la territorialité. Il s'agissait d'hommes appelés à exercer des pouvoirs de nature diverse dans des cadres circonscrits, comme les universités (ou communautés d'habitants) et les seigneuries. Leur élévation résultait d'un travail de construction identitaire, et leur procès de légitimation se conjugua aux vicissitudes du pouvoir angevin, qui agitèrent l'Italie méridionale pendant presque deux siècles.

Sans nulle prétention à l'exhaustivité, j'essaierai de retracer les principaux axes de recherche des années récentes, pour savoir si leurs objets et leurs méthodes aboutissent à des conclusions partagées, et s'ils permettent d'individualiser des tournants dans l'histoire des élites politiques du Mezzogiorno de Charles I^{er} (1266-1285) à Jeanne II (1414-1435). Je tenterai, par là, d'établir dans quelle mesure le *servitium regis* contribua à la formation d'une identité collective des élites politiques.

OFFICIERS ET ADMINISTRATION

Charles I^{er} arriva dans le Royaume avec une suite d'environ 4 000 chevaliers à récompenser, mais grâce également au soutien d'une partie de la féodalité régnicole, proche de la curie pontificale⁷. Tant au niveau des offices que de la féodalité et

angevine-europe.huma-num.fr/ea/en/angevin-officers-database]; quant au lexique et à la sémantique politique : Roberto Delle Donne, *Regis servitium nostra mercatura. Culture e linguaggi della fiscalità nella Napoli aragonese*, in Giovanna Petti Balbi, Giovanni Vitolo (dir.), *Linguaggi e pratiche del potere. Genova e il Regno di Napoli tra Medioevo ed Età moderna*, Salerne, Pietro Laveglia, 2007, p. 91-150; sur des aspects plus culturels et coutumiers : Giuliana Vitale *Modelli culturali nobiliari nella Napoli aragonese*, Salerne, Carlone, 2002, et Ead., *Modelli culturali nobiliari a Napoli tra Quattro e Cinquecento*, *Archivio storico per le province napoletane*, 105, 1987, p. 27-104.

7 Jean-Pierre Papon, *Histoire générale de Provence*, I-IV, Paris, 1776; Émile Jordan, *Les origines de la domination angevine en Italie*, Paris, A. Picard, 1909 (reprint New York 1960); Paul Durrieu, *Les archives angevines de Naples. Étude sur les registres du roi Charles I^{er} (1265-1285)*, I-II, Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, 46, Paris 1886.

des clientèles de cour, le souverain eut donc à gérer des relations compliquées avec les traditions sociales et administratives d'un royaume désormais séculaire, doté de classes politiques qui en étaient l'armature. Parallèlement, il dut assurer la coopération et l'intégration de tous ceux qui, arrivés avec lui, représentaient la base la plus sûre de son pouvoir. En bref, deux problèmes se posaient à la dynastie angevine dans sa phase initiale, quant aux classes politiques : celui de la continuité avec la période précédente, et donc avec ses élites, et celui de l'insertion d'un personnel étranger. La présence de ces acteurs allogènes, officiers mais aussi marchands et seigneurs, aux multiples origines géographiques, a suscité un intérêt soutenu entre XIX^e et XX^e siècle, attisé par le climat nationaliste du temps. De nombreux spécialistes d'histoire politique et institutionnelle ont décliné, sous différentes formes, la théorie d'un assujettissement des autochtones, exprimée pour la première fois par Michele Amari quand il dénonça, selon les mots de Dante, la *mala signoria* angevine⁸. Par la suite, cette interprétation de la nature du royaume de Sicile a été mise en question. Elle est aujourd'hui considérée comme dépassée, grâce aux travaux d'un groupe important de chercheurs. La permanence d'une classe politique autochtone, forte et de longue tradition, sa fusion avec les nouveaux venus et la « naturalisation » de la dynastie angevine générèrent une noblesse multiculturelle et, selon une remarque de Giuseppe Galasso, multiethnique. La présence en son sein d'éléments « étrangers » la caractérisait et la renforçait, au reste, depuis toujours⁹.

En ce qui concerne les offices, le premier souverain angevin en personne voulut une continuité institutionnelle. Il respecta les traditions du Royaume et permit aux élites bureaucratiques de formation « frédéricienne », sous condition d'abjurer leur foi « gibeline », de poursuivre leur participation au gouvernement du pays. Il advint même que ces officiers « d'ancien régime » assurassent la transmission à la nouvelle dynastie des pratiques administratives souabes, qui se recommandaient pour leur solidité¹⁰. Le cas d'Iozzolino Della Marra, auxiliaire puissant et influent

8 Chacun sait que la dénonciation de la dynastie angevine, comme étrangère, eut pour initiateur Michele Amari, dès 1842, puis in *La guerra del Vespro o un periodo delle storie siciliane del XIII secolo*, 1^{re} éd. 1843, texte définitif 1886 (éd. Francesco Giunta, I-II, Palerme, 1969).

9 Giuseppe Galasso, 1992, *op. cit.*, p. 405. Pour ce qui concerne l'enracinement des ultramontains restent nécessaires les travaux de Sylvie Pollastri. Parmi ses nombreuses études, voir Le « liber donationum » et la conquête angevine du royaume de Sicile (1268-1281), *Mélanges de l'École française de Rome. Moyen Âge*, 116, 2004, p. 657-727 ; Ead., La noblesse provençale dans le Royaume de Sicile (1265-1282), *Annales du Midi*, 100, 1988, p. 405-434 ; Ead. La présence ultramontaine dans le Midi italien (1265-1340), *Studi storici meridionali*, 15, 1995, p. 3-20.

10 Pour ce qui touche à la chancellerie : S.Palmieri, *Degli archivi napoletani*, Bologne, Il Mulino, 2002. Sur la tradition juridique : Jean-Paul Boyer, Le fisc d'après les juristes napolitains (fin XIII^e-début XIV^e siècle), in Serena Morelli (dir.), *Périphéries financières*

de Frédéric II (1197-1250), est bien connu. Il livra le système de documentation comptable de la monarchie sicilienne, qui se maintint dès lors pour « ossature » de la chancellerie angevine. Le personnage descendait d'une famille de la péninsule amalfitaine : la zone d'où provenait, à l'époque souabe, la plupart des « secrétaires » (*secreti*) et des chambriers, à savoir les officiers chargés des finances du Royaume. Sous le règne du premier angevin, la famille Della Marra se rendit indispensable, dans l'administration centrale ou périphérique, au point de ne pas disparaître après le célèbre procès dans lequel elle fut impliquée pour corruption, au lendemain des Vêpres (1282). Elle poursuivit son ascension jusqu'aux plus hauts niveaux de l'échelle sociale grâce, notamment, à des stratégies familiales variées¹¹.

Le souverain se soucia d'engager un personnel régnicole dans d'autres secteurs également. Dans plusieurs cas, ces hommes étaient déjà employés par l'administration de Frédéric II, et ils offraient des compétences irremplaçables pour le contrôle d'un territoire multiforme et divisé. Cependant, l'urgence de récompenser une suite nombreuse et la nécessité de s'entourer de serviteurs de confiance conduisirent Charles I^{er} à une politique de recrutement diversifiée et prudente. Ainsi incorpora-t-il dans l'administration périphérique de nombreux ultramontains venus de Provence ou de France. Au total, si cette variété des origines ne se constate guère pour la cour centrale, comme nous y reviendrons, elle se vérifie en revanche au niveau des *justiciariatus* ou « justicérats » (grandes divisions administratives du Royaume) et des *secretie* (principaux districts de nature fiscale).

Pour s'en tenir présentement aux justiciers (à la tête des « justicérats »), les recherches ont démontré que les individus pouvant accéder à la charge,

angevines. Institutions et pratiques de l'administration sur des territoires composites (XIII^e-XV^e siècle). Periferie finanziarie angioine. Istituzioni e pratiche di governo su territory composite (sec. XIII-XV), Actes du colloque de Naples 13-14 novembre 2014, « Europange » vol. 2, École française de Rome, Rome, 2018, p. 21-61, (édition en ligne 2017 : [<http://books.openedition.org/efr/3535>]). Sur les permanences dans l'organisation de l'administration centrale : Andreas Kiesewetter, *Il governo e l'amministrazione centrale del Regno*, in Giosué. Musca (dir.), *Le eredità normanno-sveve nell'età angioina. Persistenze e mutamenti nel Mezzogiorno, Atti delle quindicesime giornate normanno-sveve (Bari 22-25 ottobre 2002)*, Bari, 2004 p. 25-68. Pour l'administration des périphéries : Serena Morelli, *op. cit.*

11 Sur le célèbre procès : E. Stahmer, *Der Sturz der Familien Rufolo und della Marra nach der sizilischen Vesper, Abhandlungen der Preussische Akademie der Wissenschaften, Phil. hist. Kl.*, 3, 1937, reprint in Id., *Beiträge zur Verfassungs- und Verwaltungsgeschichte des Königreichs Sizilien im Mittelalter*, éd. Hubert Houben et Andreas Kiesewetter, Aalen, 1994, p. 657-728 ; voir encore F. Widemann, *Les Rufolo. Les voies de l'anoblissement d'une famille de marchands en Italie méridionale*, in Noël Coulet et Jean-Michel Matz (dir.), *La noblesse dans les territoires angevins à la fin du Moyen Âge*, Actes du colloque de Angers-Saumur (3-6 juin 1998), Rome, École française de Rome, 2000, p. 115-130.

sous Charles I^{er}, présentaient des traits assez clairs. Il s'agissait de *milites*, c'est-à-dire de chevaliers, conformément aux constitutions de Melfi (éditées par Frédéric II), mais ils se différençaient par les origines géographiques. Dans les zones frontalières du Royaume, plus rétives, le souverain préféra, par exemple, envoyer des membres de familles arrivées avec lui de Provence. En somme, loin d'être fortuit, le recrutement dans les périphéries suivait une méthode réfléchie. Elle favorisa, au bout du compte, la naissance et le renforcement d'un groupe d'officiers assez homogène. Ils étaient certes régnicoles ou ultramontains, mais solidaires en tant que *milites*.

Leur extraction convenait à ce que l'on attendait d'eux. Il s'agissait d'hommes chargés de représenter le souverain dans les périphéries. Partant, ils remplissaient de nombreuses tâches, et des plus disparates : fiscales, justicières ou militaires. Mais ils étaient fondamentalement responsables de la paix dans les provinces qui leur étaient assignées. Selon cette même priorité de défense du territoire, ils mobilisaient des milices ou exigeaient le rachat en argent, par les seigneurs féodaux, de leur service armé. Ces officiers formaient eux-mêmes un groupe de nature féodale, garante de loyauté et de fidélité, conformément à l'importance guerrière de leur fonction et à leur mission de relais du monarque dans les provinces. De la sorte, l'on attendait d'eux bien plus que des compétences techniques et administratives. Ils étaient quelquefois conseillers du Roi. En tout cas, ils portaient toujours ou presque toujours le titre de *familiares* (« familiers »), c'est-à-dire qu'ils faisaient partie de la grande cour. En accord avec leur rang, ils ne s'enfermaient pas dans le « justicierat » ; mais ils assuraient au long de leur carrière une multitude de fonctions militaires de premier plan, au service du pouvoir angevin, comme capitaines des cités, capitaines de guerre ou châtelains¹².

Selon la même logique, ces personnages s'employaient encore dans un autre domaine, celui des charges *extra Regnum*. Envoyés comme ambassadeurs, comme vicaires, ou comme sénéchaux dans les nombreuses terres angevines de la Péninsule, de Provence ou des Balkans, ils incarnaient leur maître et devaient souvent cumuler des fonctions militaires et administratives. Le groupe des officiers affectés aux provinces du Royaume, qui se forma sous Charles I^{er}, assumait ainsi un rôle essentiel pour la pérennité du régime.

Il se confirme que la disparité des provenances géographiques n'empêchait en rien la similitude des conditions sociales et des carrières. Régnicoles ou appartenant à la suite du premier Angevin¹³, ces hommes descendaient toujours

12 Sur les caractéristiques de ce groupe d'officiers, Serena Morelli, *op. cit.*

13 Le thème de la circulation des officiers a été au centre du projet de recherche dirigé par Thierry Pécourt : « *Europange. Les processus de rassemblements politiques : l'Europe angevine (XIII^e-XV^e siècles)* », qui a produit entre autres un site et une base de données : [<https://angevine-europe.huma-num.fr/ea/en/angevin-officers-database>]. Sur la carrière

d'une noblesse vassalique, unie par sa proximité avec le souverain. Elle pouvait être d'extraction plus ou moins ancienne, mais dans certains cas pluriséculaire. Répondant d'abord aux besoins de contrôle territorial du nouveau roi, cette aristocratie, consolidée et soudée par une politique matrimoniale habile, finit par se constituer en une classe tendant à se transmettre par voie héréditaire les importantes charges évoquées. Du côté des régnicoles, les Ruffo et les Sanseverino comptent ainsi parmi les familles autochtones qui empêchèrent la propagation de la révolte des Vêpres dans le *Mezzogiorno* et qui continuèrent de défendre le Royaume après la mort du premier Angevin¹⁴. Les Baux et les Cantelme illustrent, à l'inverse, l'ensemble important de fidèles arrivés avec Charles I^{er}, qu'il expédia dans les zones politiquement les plus chaudes, la Terre d'Otrante et les Abruzzes, pour contrôler les seigneurs locaux et pour garantir les marches du Royaume¹⁵. Ce ne sont là que quelques noms, issus de listes fort longues et éloquentes.

Si l'on poursuit l'examen de ces familles au cours du Trecento, elles illustrent aussi la tendance de pareils lignages, qui détenaient encore des fiefs importants, à s'enraciner dans des offices dont les prérogatives judiciaires étaient civiles et pénales, avec parfois la faculté d'imposer la peine capitale (« mère et mixte empire »). Ces compétences aboutirent quelquefois, au cours du xiv^e siècle, entre les mains de feudataires titulaires de domaines si vastes qu'ils finirent par présider des sortes d'États princiers¹⁶.

Cette appropriation progressive d'offices royaux accompagna une lente transformation dans la gestion des périphéries, jusqu'à ce que les institutions

des justiciers hors du Royaume, voir Serena Morelli, *op. cit.*, p. 191-238. Sur les échanges entre Provence et Royaume : Serena Morelli et Jean-Luc Bonnaud, *La circulation des officiers entre les différents espaces angevins à la fin du Moyen Âge (XIII^e-XV^e siècle)* (Provence, Anjou, Royaume de Sicile), exposé présenté lors du colloque *Gouverner le Royaume : le roi, la reine et leurs officiers. Les terres angevines au regard de l'Europe (XIII^e-XV^e s.)*, 20-23 septembre 2017, Rome, organisé dans le cadre du programme « *Europange. Les processus de rassemblements politiques : l'Europe angevine (XIII^e-XV^e siècle)* », sous presse. Ajouter, sur la circulation des officiers et modèles administratifs : Rinaldo Comba (dir.), *Gli Angiò nell'Italia nord-occidentale. 1259-1382*, Milan, edizioni Unicopli, 2006.

14 Ernesto Pontieri, *Ricerche sulla crisi della monarchia siciliana nel secolo XIII*, Naples, ESI, 1950, nouvelle éd. 1965.

15 Sur la place des Baux dans les affaires angevines : Jean-Paul Boyer, Les Baux et le modèle royal. Une oraison funèbre de Jean Regina de Naples (1334), *Provence historique*, 45, 181, 1985, p. 427-452 ; Florian Mazel, Piété nobiliaire et piété princière en Provence sous la première maison d'Anjou (vers 1260-1340) in Noël Coulet et Jean-Michel Matz (dir.), *op. cit.*, p. 527-551. Sur les Cantelme : Sylvie Pollastri, Le "Liber donationum" et la conquête angevine du royaume de Sicile (1268-1281), *Mélanges de l'École française de Rome. Moyen Âge*, 116, 2004. Demeure utile : Ferrante Della Marra, *Discorsi delle famiglie estinte, forastiere o non comprese ne'Seggi*, Naples, Ottavio Beltrano, 1641.

16 Sylvie Pollastri, *Le lignage et le fief. L'affirmation du milieu comtal et la construction des États féodaux sous les Angevins de Naples (1265-1435)*, Paris, Publibook, 2011.

de tradition féodale laissent place à des magistratures d'une autre nature. En particulier, la collecte des impôts directs fut soustraite aux justiciers pour passer à un personnel spécialisé et compétent, avec pour centre la chambre des comptes de Naples¹⁷.

La remarque est importante, pour la présente recherche, car elle apprend toute l'hétérogénéité sociale, culturelle et géographique d'un corps d'officiers dans lequel les héritages propres aux monarchies féodales coexistaient avec les innovations. Celles-ci mettaient en selle des hommes qui devaient maintenant leur succès aux études juridiques et à une spécialisation technique supérieure, plutôt qu'à leur proximité avec le monarque ou à leur éminence sociale. Cette combinaison de poussées contradictoires et diverses fut l'une des constantes qui conditionnèrent le devenir des classes dirigeantes, surtout au cours du XIV^e siècle comme nous le verrons plus loin. Elle exige d'articuler l'analyse selon les différentes formes d'encadrement des populations¹⁸.

Si l'on passe ainsi à l'autre mode d'administration des périphéries, après les « justiciérats », soit aux responsables du prélèvement des impôts directs, leurs origines sociales et géographiques tranchaient notablement sur celles des justiciers. Ils étaient, comme nous l'avons signalé, presque tous régnicoles, pour quelques-uns italiens. Ils n'arrivaient que dans de rares cas de terres transalpines. Ils disposaient d'argent liquide, ressource qui ne pouvait résulter que des profits du commerce ou de l'entrepreneuriat. En conséquence, ils provenaient en nombre, sous le règne de Charles I^{er}, d'Amalfi et de Ravello, s'affirmant encore, alors, en héritiers de la tradition administrative souabe. Pour les mêmes raisons de l'expérience et des moyens, ils se faisaient surtout napolitains pendant le quatorzième siècle, comme nous y reviendrons¹⁹. Ce dernier trait n'allait pas,

17 Serena Morelli, Produzione di scritture per il prelievo diretto nel regno angioino, *Archivio storico per le province napoletane*, 134, 2016, p. 1-12, et Ead., Pratiche di tradizione angioina. Dal prelievo diretto alla tassazione negoziata, in Thierry Pécout (dir.), *Les officiers et la chose publique dans les territoires angevins (XIII^e-XV^e siècle) : vers une culture politique ?*, Colloque international de Saint-Étienne, Université Jean Monnet, 17-19 novembre 2016, Rome, École française de Rome, 518/4, 2020.

18 Pour le règne de Robert, voir : Samantha Kelly, Noblesse de robe et noblesse d'esprit à la cour de Robert de Naples, in Noël Coulet et Jean-Michel Matz (dir.), *La noblesse dans les territoires angevins à la fin du Moyen Âge*, Actes du colloque de Angers-Saumur (3-6 juin 1998), Rome, École française de Rome, 2000, p. 347-361.

19 Des études sur la question sont dues à : Alfredo Franco, Uomini della costiera tra Puglia e Sicilia all'epoca del Vespro : la « dichiarazione Bonito » nel ms. camera (1289), *Rassegna del centro di cultura e storia amalfitana*, n.s. XXVII, 2017, p. 97-114 ; Giuliana Vitale, Le secretezze nella prima età angioina : qualche notazione, in Bruno Figliuolo, Rosalba di Meglio et Antonella Ambrosio (dir.), *Ingenita curiositas. Studi sull'Italia medievale per Giovanni Vitolo*, I-III, Battipaglia, Laveglia&Carlone, 2018, p. 1373-1386. Pour

cependant, sans quelque rapport avec la sédentarisation de la cour royale dans la cité parthénopéenne.

LA SOCIÉTÉ DE COUR

Si nous déplaçons l'attention vers la grande cour, cœur politique de la monarchie angevine, nous pouvons affirmer, fût-ce en simplifiant beaucoup, que deux approches sont essentielles pour entamer une réflexion sur les classes supérieures et pour dégager des fils conducteurs dans les biographies des hommes du roi. Il faut se pencher sur le personnel qui tenait les offices centraux et sur la composition des conseils de Régence.

Le premier point met d'abord en jeu les sept grands officiers du Royaume. Ils furent institués pendant le régime normanno-souabe et, pour ainsi dire, hérités par les souverains angevins, au prix de quelques modifications : grand sénéchal, grand connétable, grand chambrier, grand logothète et grand protonotaire, grand maréchal, grand justicier. Ces officiers majeurs s'occupaient, selon une spécialisation croissante, des questions relatives à la maison du monarque, à ses finances et à la gestion globale d'un royaume encore conçu comme une monarchie féodale²⁰. Ils avaient *grosso modo* le même rang et les mêmes fonctions que leurs semblables dans les autres cours du temps. Mais comme ailleurs également, ces dignitaires d'ascendance féodale s'associaient à un personnel de nature plus technique, souvent expert en droit. S'ajoutait une pléthore de courtisans aux tâches fréquemment mal définies, qui partageaient pourtant la gestion du pouvoir, à la façon encore de toutes les monarchies²¹.

les Italiens également envoyés comme administrateurs en Provence : Serena Morelli et Jean- Luc Bonnaud, art. cit.

20 Les profils institutionnels des grands officiers du royaume de Sicile, non sans quelques contradictions du fait de rôles difficiles à cerner, se trouvent chez : Romualdo Trifone, *La legislazione angioina*, I-II, Naples, Lubrano, 1921 ; Léon Cadier, *Essai sur l'administration du royaume de Sicile sous Charles I et Charles II d'Anjou*, Bibliothèque des École françaises d'Athènes et de Rome, 59, Paris, E.Thorin, 1891 et Antonio Allocati, *Lineamenti delle istituzioni pubbliche nell'Italia meridionale, I. Dall'età prenormanica al vicereame spagnolo*, Rome, edizioni dell'A.N.A.I., 1968, p. 39-47. Sur la cour : Jean Dunbabin, 'The household and entourage of Charles I d'Anjou, king of the Regno, 1266-85', *Historical research*, 77, 2004, p. 313-336.

21 Sur les grands officiers, voir le récent volume de Riccardo Rao (dir.), *Les grands officiers dans les territoires angevins. I grandi ufficiali nei territori angioini*, École Française de Rome, 2017 Rome, (en ligne depuis 2016 : [<http://books.openedition.org/efr/3015>]), en particulier les articles relatifs au royaume de Sicile : Serena Morelli, « *Il furioso contagio delle genealogie* ». Spunti di storia politica e amministrativa per lo studio dei grandi ufficiali del Regno, p. 43-75 ; Rosanna Lamboglia, La magistratura del grand'ammiraglio in età primo-angioina tra « tradizione », « innovazione » e « professionalizzazione » ,

Les conseils de régence constituaient, en revanche, une particularité angevine. En des moments d'urgence, soit en deux occasions, l'on associa aux régents, titulaires d'une procuration pour gouverner le Royaume en l'absence du monarque, un groupe de conseillers. Ils orientaient la politique interne et externe et en contrôlaient le cours. Le premier desdits conseils fut créé en 1295 par Charles II (1285-1309), alors occupé hors du Mezzogiorno par des négociations avec le roi de France, la papauté et les souverains aragonais pour obtenir la libération de trois de ses fils : Louis, Robert et Raymond-Bérenger. La situation était très délicate pour le Royaume : la guerre des Vêpres atteignait aux portes de Salerne, des problèmes de succession au trône de Hongrie s'ajoutaient et la papauté faisait face à la renonciation de Célestin V²². Charles II laissa, comme chacun sait, son aîné Charles-Martel en qualité de vicaire et, compte tenu de ses lourdes responsabilités, il lui associa un conseil ainsi constitué²³ : l'archevêque de Naples (Filippo Minutolo), le chambrier (Jean de Montfort), le sénéchal (Geoffroy de Milly), Raymond de Baux comte d'Avellino, l'amiral du Royaume Rainaldo d'Avella, le maréchal du Royaume Guillaume l'Estendart, les maîtres rationaux de la grande cour Gui d'Allemagne et Jean de Poncy (également chevalier²⁴), le célèbre jurisconsulte et maître rational Tommaso Scillato de Salerne, le vice-protonotaire du Royaume Andrea Acconciaioco de Salerne, frère Matteo Ruggiero de Salerne, maître Alberico de Verber, des clercs et des parents du roi et toute une série de notaires, dont Filippo Mazza de Salerne et Pietro Grasso de Naples (tous deux destinés à se frayer un chemin dans l'administration du Royaume²⁵).

p. 77-122 ; Andreas Kiesewetter, *I grandi ufficiali e le periferie del Regno. I dirigenti della cancelleria dei principi di Taranto e dei duchi di Durazzo* (ca. 1305-1380), p. 123-152 ; et Jean-Paul Boyer, *Conclusions. Définir une haute administration au Moyen Âge tardif*, p. 321-373.

22 Pour les événements de ces années : Émile-Georges Léonard, *Les Angevins de Naples*, Paris, 1967 (trad. it. *Gli angioini di Napoli*, Varese 1967, 1987), p. 215-257 (je me réfère à l'édition italienne) ; et Giuseppe Galasso, 1992, *op. cit.*, p. 89-90.

23 Michelangelo Schipa, Carlo Martello Angioino, *Archivio storico per le provincie napoletane*, 14, 1889, p. 17-33, 204-264, et 432-458 ; 15, 1890, p. 5-125 ; et *id.*, *Un principe napoletano amico di Dante, Carlo Martello d'Angiò*, Naples, I.T.E.A., 1926.

24 Les officiers appelés au conseil de régence étaient en large part de grands officiers, voir à leur propos : Camillo Minieri Riccio, *Cenni storici intorno i grandi uffizii del Regno di Sicilia durante il Regno di Carlo I d'Angiò*, Naples, Stabilimento tipografico partenopeo, 1872, *ad vocem* ; pour l'Avella : Francesco Scandone, Rinaldo IV d'Avella, grande ammiraglio di Carlo II d'Angiò e un celebre processo politico del primo decennio della guerra dei Vesperi siciliani, *Rivista storica del Sannio*, 3, 1917, p. 7-10, 61-66 e 247-250 ; 4, 1918, p. 9-12, 37-40, 59-62, 91-101, 109-112 et 137-145 ; voir encore les indications prosopographiques sur les officiers angevins de la banque de données : [<https://angevine-europe.huma-num.fr/>].

25 À signaler, une récente contribution sur les élites dirigeantes de Salerne, qui intégrèrent l'administration angevine : Amalia Galdi, *In orbem diffusior, famosior. Salerno in età*

Le deuxième conseil de régence fut ordonné, des années plus tard, par le roi Robert (1309-1343). Il choisit, dans son testament, sa petite-fille Jeanne comme héritière au trône (1343-1382), sans lui associer son futur mari, André de Hongrie. En raison de son très jeune âge, Jeanne fut assistée dans la conduite du Royaume par l'épouse de Robert, Sancia, par le vice-chancelier Philippe, évêque de Cavaillon, par le sénéchal de Provence, le grand amiral Goffredo di Marzano comte de Squillace, et par son gendre, Carlo Artus, probablement fils naturel du roi testateur²⁶. Ce conseil affronta, comme le précédent, des situations critiques, très complexes, en politique intérieure et extérieure et dans les rapports avec le pape. Ce dernier se défiait de la jeune reine. Il finit d'ailleurs par envoyer dans le Royaume le légat Aimeric de Châtelus²⁷. Quoi qu'il en soit, les membres dudit conseil de régence constituèrent le sommet de la société politique de cour, en synergie avec une délégation gouvernementale envoyée à Avignon. Elle-même était bien fournie de hauts personnages. Elle comptait Hugues de Baux (devenu sénéchal de Provence), Guillaume de Sabran comte d'Ariano, le maréchal du Royaume et comte de Mileto (Ruggero Sanseverino), le régent de la cour du vicaire (Pierre de Cadenet), le jurisconsulte Nicola dell'Aquila et les maîtres rationaux Guglielmo di Gioia et Jean de Revest²⁸.

Au total, les listes de personnages associés aux grands offices de la monarchie mettent en évidence les traits majeurs de toute la société politique de cour et de son évolution pendant la première époque angevine. Un bilan pourrait se présenter ainsi : renouvellement des dirigeants des grands offices du Royaume en 1266 ; nette prévalence des hommes arrivés de Provence sous les règnes de Charles I^{er}

angioina (secc. XIII-XV), Schola Salernitana. E.Book, Studi e Testi 1 [14]), Salerne, Università degli studi di Salerno, Dipartimento di scienze del patrimonio culturale, 2018.

26 Romolo Caggese, *op. cit.*, II, p. 344-444 ; Émile G. Léonard, *Histoire de Jeanne I^{re} reine de Naples, comtesse de Provence*, I-III, Monaco-Paris, A.Picard, 1932-37, I, p. 193-291. Sur le rôle politique de Sancia : Jean-Paul Boyer, Sancia par la grâce de Dieu reine de Jérusalem et de Sicile, *Mélanges de l'École française de Rome. Moyen Âge*, 129, 2, 2017, p. 301-334.

27 Émile-Georges Léonard, *op. cit.*, I, p. 292-407 ; Riccardo Capasso, Aimeric de Châtelus, in *Dizionario biografico degli italiani*, vol. XXIV, Rome, Istituto dell'enciclopedia italiana, 1980 ; et Matteo Camera, *Elucubrazioni storico-diplomatiche su Giovanna I regina di Napoli e Carlo III di Durazzo*, Salerne, Tipografia nazionale, 1889, p. 17, 18, 28, 30 et 35.

28 Une synthèse a déjà mis en relief, il y a quelque temps, le contexte politique de la Provence et les événements compliqués qui la concernèrent à la mi-XIV^e siècle, avec pour protagonistes certains membres de l'entourage angevin : Martin Aurell, Jean-Paul Boyer et Noël Coulet, *La Provence au Moyen Âge*, Aix-en-Provence, Publications de l'université de Provence, 2005, en particulier p. 143-329. Sur Jean de Revest : Thierry Pécourt, Les maîtres rationaux de Provence au XIV^e siècle, *Reti Medievali Rivista*, 20(2), 155-187, en ligne : [https://doi.org/10.6092/1593-2214/6262].

puis de Charles II ; présence pourtant, dès la seconde moitié du XIII^e siècle, d'un important groupe de régnicoles recouvrant des fonctions notariales et juridiques, car ils possédaient d'incontestables compétences techniques et connaissaient déjà les mécanismes administratifs du Mezzogiorno ; tournant vers la fin du Duecento avec une place toujours plus large à la cour pour la haute féodalité régnicole, d'origine parfois très ancienne. Elle avait peu à peu progressé, en adhérant au camp guelfe, et elle était parvenue à jouer un rôle décisif, jusqu'à conditionner les décisions des souverains.

La société de la cour angevine, en tant que lieu de convergence de tous ceux qui espéraient atteindre les sommets de la réussite, reflétait une mobilité sociale encore très dynamique dans l'Italie méridionale, jusque vers le milieu du XIV^e siècle²⁹. Outre les grands officiers, représentants de lignages féodaux régnicoles ou ultramontains, les listes d'auxiliaires du trône révèlent la présence d'hommes qui incarnaient l'ascension de nouvelles élites urbaines.

Retenons, entre autres, Andrea Acconciaioco, Filippo Mazza et Pietro Grasso, auxquels il faut au moins ajouter la famille Grillo et Bartolomeo di Capua. Tous parvinrent au sommet de l'échelle sociale grâce aux études. Mais ils comptaient seulement comme les plus fameux d'un groupe de juristes formés à Naples dans le *studium* créé par Frédéric II en 1224, précisément dans le but de préparer des officiers³⁰. C'est à ces « fonctionnaires » savants que l'on doit le développement d'une pensée juridique complexe et raffinée. Elle favorisa la réflexion sur les constitutions de Melfi, avec l'écriture de « commentaires ». De là, elle conduisit à une redéfinition des services administratifs, comme à l'élaboration d'importantes doctrines sur le fisc ou sur les raisons pour lesquelles le royaume de Sicile pouvait et

29 Serena Morelli, art. cit., p. 64 s., et la bibliographie citée, par exemple : Rosa Smurra, *Una storia di integrazione nella Napoli angioina*, *Ricerche di pedagogia e didattica*, 2011, 6, 1- Società e culture in educazione, p. 1-36 ; il n'y a pas d'étude globale sur la cour angevine à Naples, mais en ce qui concerne la chapelle royale : Anna Maria Voci, *La cappella di corte dei primi sovrani angioini*, in *L'État angevin. Pouvoir, culture et société entre XIII^e et XIV^e siècle*, Actes du colloque international organisé par l'American Academy in Rome, l'École française de Rome, l'Istituto storico italiano per il Medioevo, l'UMR Telemme et l'Université de Provence, l'Università degli studi di Napoli Federico II (Roma-Napoli 7-11 novembre 1995), Roma 1998, p. 447-467, puis in *Archivio storico per le provincie napoletane*, CXIII, 1995, p. 69-126

30 Gennaro Maria Monti, *L'età angioina*, in *Storia dell'Università di Napoli*, Naples, R. Ricciardi, 1924 (reprint, Naples, 1993), p. 19-150 ; voir également Francesco Sabatini, *Napoli angioina. Cultura e società*, Napoli, ESI, 1975 ; en dernier lieu sur Bartolomeo di Capua : Jean-Paul Boyer, *Le droit civil entre studium et cour de Naples : Barthélemy de Capoue et son cercle*, in Jean-Paul Boyer, Anne Mailloux et Laure Verdon (dir.), *La justice temporelle dans les territoires angevins*, Actes du colloque d'Aix-en-Provence, 2002, Rome, École française de Rome, 2005, p. 47-82.

devait s'estimer indépendant de l'Église romaine³¹. Ces lettrés, qui souvent étaient également des professeurs du *studium* parthénopéen, concurent les bases théoriques qui modifièrent le gouvernement du centre comme des périphéries du Royaume. Ils élevèrent, en un peu plus d'un siècle, la royauté napolitaine dans le groupe de tête des monarchies « administratives », voire « bureaucratiques », grâce à l'essor d'un système administratif assez élaboré. Il mena, par exemple, à la création de la chambre *della Sommaria*, pour renforcer les contrôles comptables, ou *a contrario* à l'affaiblissement progressif des sept grands offices³².

L'autre groupe qui pénétra la cour, à partir du début du XIV^e siècle, dont on reparlera dans le prochain paragraphe, était constitué par le patriciat napolitain. Filippo Minutolo en était un représentant éminent dès la fin du Duecento. Il s'agit du fameux archevêque de Naples, immortalisé par Giovanni Boccaccio dans la cinquième nouvelle du Décaméron. Elle montre Andreuccio de Pérouse arrivant sur la tombe du prélat, érigée par sa famille dans une chapelle de la cathédrale de Naples³³. Ledit archevêque venait d'une des familles les plus en vue de la capitale, celle des Capece Minutolo. Sa carrière illustra le progrès d'une classe politique qui jeta les bases d'une ascension solide et irrésistible par sa proximité avec le souverain, par ses compétences juridiques, et par l'alternance entre des devoirs de nature ecclésiastique et laïque. Filippo Minutolo, avant même d'être récompensé par l'archiépiscopat napolitain, était un conseiller du roi et un clerc palatin. On lui confia des affaires diplomatiques délicates *extra Regnum* dès les années soixante-dix du XIII^e siècle. Après sa promotion de 1288, comme archevêque de Naples, il prit la tête de la commission chargée de rédiger les coutumes de cette ville (promulguées en 1306, après son décès de 1301). Il reçut la charge prestigieuse d'ordonner prêtre un fils de Charles II, Louis qui, devenu ensuite évêque de Toulouse, sera canonisé par le pape Jean XXII en 1317³⁴.

En conclusion, les recherches ont jusqu'à présent mis en évidence, tout en se limitant au corps des officiers, ces trois points : 1) l'importance évidente du retour dans le Royaume de Charles II (qui succédait à son père en 1285 mais restait longtemps captif des Aragonais) ; 2) une hétérogénéité géographique du personnel administratif, qui impose de dépasser la thèse d'un pur asservissement

31 Jean-Paul Boyer, 2018, art. cit.

32 Sur la cristallisation des sept offices : Giuseppe Galasso, 1992, *op. cit.*, p. 347 et suivantes ; en ce qui concerne la chambre *della Sommaria* : Roberto Delle Donne, *Burocrazia e fisco a Napoli tra XV e XVI secolo. La Camera della Sommaria e il Repertorium alphabeticum solutionum fiscalium Regni Siciliae Cysfretanae*, Florence, Firenze University press, 2012.

33 Giovanni Boccaccio, *Decameron*, journée II, nouvelle 5, éd. Amedeo Quondam, Maurizio Fiorilla et Giancarlo Alfano, Milan, BUR, 2013, p. 354-374.

34 Sur Filippo Minutolo : Carlo De Frede, Minutolo Capece Filippo, in *Dizionario biografico degli italiani*, vol. XVIII, Rome, 1975, Istituto dell'enciclopedia italiana, *ad vocem*.

du Mezzogiorno à une puissance étrangère (au moins sous le rapport des auxiliaires du régime) ; 3) une diversité sociale au sein dudit personnel, qui devint de plus en plus complexe avec pour tournant décisif le début du XIV^e siècle. Cette ultime constatation assure que les offices, à ce moment de l'histoire, offraient l'une des voies majeures de la promotion sociale. Politique et administration, intimement soudées, jouèrent alors un rôle décisif dans l'affirmation de complexes identitaires renouvelés.

LES CLASSES POLITIQUES DE LA CAPITALE : LA NOBLESSE DE « SIÈGE »

Entre les systèmes sociaux de l'espace angevin, une particularité notable de Naples concerne la question nobiliaire. Son originalité tient, en partie, à un rapport très remarquable entre espace urbain et procès identitaires³⁵. La capitale est, simultanément, l'un des cadres qui permettent d'observer au mieux les tournants historiques évoqués plus haut. Sous ce double rapport, il convient de s'arrêter d'abord sur une question qui, dès le XVI^e siècle, se regardait comme l'une des plus obscures de l'historiographie napolitaine³⁶.

L'érudition récente a établi que les élites napolitaines avaient développé des stratégies d'élévation sociale bien avant l'arrivée des Anjou, par une appropriation politique et administrative de l'espace urbain. Au sein d'une ville très animée et dynamique, depuis les temps byzantins et normands, les *domini* (« seigneurs ») et les *milites nobiliores* (« chevaliers fameux ») renforçaient leur position en cumulant les biens et les tutelles d'orphelins de familles éminentes. Ils s'associaient, en parallèle, à la façon des *consorterie* des communes d'Italie centrale et septentrionale.

35 En ce qui concerne l'histoire de la ville, dans son ensemble, voir Carlo De Frede, Napoli angioina. Da Carlo I a Giovanni I. 1263-1382, in *Storia di Napoli*, éd Ernesto Pontieri, 10 vol, Napoli 1969-1978, III, 1969, p. 1-333. Pour les aspects urbanistiques : Teresa Colletta, *Napoli città portuale e mercantile*, Rome, Edizioni Kappa, 2006. Sur le développement d'une identité citadine : Giovanni Vitolo, Aix-en-Provence et Naples entre le XIII^e et le XIV^e siècle. L'identité angevine de deux capitales, in Jean-Paul Boyer, Anne Mailloux et Laure Verdon (dir.), *Identités angevins. Entre Provence et Naples. XIII^e-XV^e siècle*, p. 105-136 ; et Jean-Paul Boyer, Processions civiques et prédication à Naples. Première moitié du XIV^e siècle, *ibidem*, p. 133-166. Sur les aspects davantage liés à la politique artistique et religieuse des souverains dans la ville : Mario Gaglione, *Donne e potere a Napoli. Le sovrane angioine : consorti, vicarie, regnanti (1266-1442)*, Rubbettino, Soveria Mannelli (Catanzaro), 2009.

36 Cola Anello Pacca, *Discorso sopra li seggi di questa città di Napoli*, BNN, San Martino, ms 73, c. 1. Monica Santangelo a entrepris de réviser l'historiographie moderne, voir en particulier : Preminenza aristocratica a Napoli : i tocchi e il problema dell'origine dei sedili, *Archivio storico italiano*, 171, 2013, p. 273-318 ; et Ead. *La nobiltà di Seggio napoletana e il riuso politico dell'Antico tra Quattro e Cinquecento*, Naples, FedOA - Federico II University Press, 2019.

Leurs groupements se cristallisaient, avec différents objectifs, dans des lieux privés aux fonctions multiples et fluides³⁷. Ils asseyaient ainsi leur domination sur des espaces variés, mais qui exprimaient les vigoureuses dynamiques sociales en cours. « Régions », *tocchi* (« lieux »), « places », « sièges » sont autant de termes, alors utilisés, pour désigner des divisions topographiques dont la ville se dotait de temps en temps. Les élites voulaient en assurer la direction politique, religieuse et sociale, en s'imposant au reste de leurs habitants³⁸. La multiplicité des noms employés exprimait la pluralité des fonctions assumées par de tels lieux au long des siècles. En outre, le manque de documentation a favorisé la persistance de schémas dus aux historiens d'époque moderne. Ils prétendaient établir l'origine antique des grandes familles du Royaume, ce qui menait à de nombreuses erreurs d'interprétation et à de fausses certitudes. Les recherches actuelles ont entrepris de faire justice de ces légendes, par l'étude tant du vocabulaire que de l'architecture des anciens espaces de réunion.

La nature des associations urbaines de Naples reste, néanmoins, pour une bonne part à élucider. La question déborde, certes, du présent article. Lui importent cependant, à partir de la fin du XIII^e siècle, la compétition entre les « sièges » et la simplification de la topographie administrative de la capitale. Les « sièges » nobiliaires, entre lesquels la noblesse napolitaine se répartit, furent ceux de Nido, de Capuana, de Porto, Montagna et Portanova. Ils contribuèrent sensiblement à consolider la position des élites pendant les XIV^e et XV^e siècles³⁹. Cette division de la cité se concrétisait visuellement. Chaque « siège » ne représentait pas qu'un système d'encadrement social et religieux à base topographique. Il possédait un portique surélevé, où s'asseyaient les représentants des familles concernées, où se dessinaient des orientations d'administration citadine et où se désignaient les députés qui seraient en relation avec le tribunal de San Lorenzo, comme tête du gouvernement urbain⁴⁰.

L'arrivée des Anjou conflua avec ce modèle de pouvoir citadin. La sédentarisation de la cour, sur place, ouvrit de nouveaux espaces de négociation à l'aristocratie napolitaine et favorisa sa mobilité sociale. Il y eut nombre d'anoblissements par Charles I^{er} et par Charles II. Ils entraînèrent des intégrations supplémentaires

37 Voir Fulvio Lenzo, *Memoria e identità civica. L'architettura dei seggi nel Regno di Napoli. XIII-XVIII secolo*, Rome, Campisano, 2015, p. 55 et suivantes.

38 Sur la mobilité sociale et le dynamisme de la ville avant l'arrivée des Anjou : Amedeo Feniello, *Napoli normanno sveva*, Rome, Newton Compton, 1995 ; Teresa Colletta, *op. cit.*

39 Michelangelo Schipa, Nobili e popolani in Napoli nel Medioevo in rapporto all'amministrazione municipale, in *Archivio storico italiano*, ser. 7, vol. 3/ 83, 1925, p. 3-45, 187-248.

40 En ce qui concerne l'architecture des sièges dans le Mezzogiorno : Fulvio Lenzo, *op. cit.*, p. 49-53.

aux sièges nobles. En 1270, par exemple, l'Angevin anoblit l'un de ses officiers en l'insérant dans le siège, *sive platea*, *Nidi*⁴¹. L'obtention de privilèges nouveaux finit par modifier en profondeur l'identité des aristocraties napolitaines. Les familles éminentes de la ville se transformèrent, de fait, en élites au service de la couronne.

Les bureaux ou la *militia* canalisèrent leurs efforts pour accéder aux niveaux les plus élevés de la société⁴². À partir des positions acquises, elles cherchèrent et obtinrent une participation toujours plus large à la gestion de la ville, voire à la politique royale⁴³. Beaucoup parmi ces familles avaient déjà d'importantes activités économiques dans Naples. En leur ajoutant, avec grande facilité, des fonctions administratives centrales et périphériques, elles gagnaient un pouvoir qui, de la capitale, les portaient aux provinces du Royaume⁴⁴. L'histoire des Cossa, des Siginolfo, ou des Capece Minutolo est connue. Partant d'origines différentes, ils se lancèrent pareillement dans la course aux offices, et jusqu'à l'accaparement.

C'est ainsi que, dès les premières décennies du XIV^e siècle, la classe politique de la capitale fit sauter le système, apparemment ordonné et pour ainsi dire « sectorisé », voulu et mis en place par Charles I^{er} d'Anjou. Dans le monde des *secreti*, soit de l'administration des impôts indirects dans les provinces, les Napolitains épaulèrent et, dans certains cas, remplacèrent les hommes de la côte amalfitaine, dont nous avons vu l'ancienne prédominance. Dans un autre registre, en parvenant au « justicérat », des familles de la capitale contribuèrent à démanteler le vieux modèle féodo-administratif, avec ses magistratures jusqu'alors réservées à une noblesse militaire en rapport étroit de confiance et de fidélité avec les souverains⁴⁵.

Les conséquences de cette course aux offices furent importantes, non seulement sur le système administratif mais aussi sur l'identité des élites de la capitale. À la fin du Moyen Âge, l'adhésion aux sièges nobles devenait nécessaire pour accéder aux bureaux de la ville. Dans la compétition qui opposaient ces *sedili*, le nombre de charges publiques, que cumulaient les familles de chacun, tenait un rôle majeur pour l'élever davantage⁴⁶.

41 La notice est dans Michelangelo Schipa, art. cit., p. 79 ; elle a été rappelée par Fulvio Lenzo, *op. cit.*, p. 27.

42 Giuliana Vitale, *Elite burocratica e famiglia. Dinamiche nobiliari e processi di costruzione statale nella Napoli angioino-aragonese*, Naples, Liguori, 2003.

43 Le choix de vivre à Naples près de la cour a été analysé par : Giuseppe De Blasiis, *Le case dei principi angioini, Archivio storico per le provincie napoletane*, XI, 1886, p. 442-481 ; XII, 1886, p. 289-435 ; et Carlo De Frede, art. cit.

44 Giuliana Vitale, *op. cit.*, p. 83-84.

45 Certains aspects du rapport, encore débattu, entre adoubement et aristocratie sont discutés par Giuliana Vitale, *Monarchia e ordini cavallereschi nel regno di Napoli in età angioina*, in Giovanna Petti Balbi et Giovanni Vitolo (dir.), *op. cit.*, p. 269-346.

46 Le fait est attesté par M. Antonio Terminio, *Apologia di tre Seggi illustri di Napoli*, Venise, Domenico Farri, 1581, nouvelle éd. F. Pagnani, Contursi Terme, 2003. Sur la nécessité de contextualiser ces affirmations : Monica Santangelo, *op. cit.*

En conclusion, l'on peut dire que l'ascension vers les sommets de la société suivit, à Naples, une double voie. La première partait du bas et se développait sur la longue durée, en passant par l'appartenance aux sièges. La seconde était accélérée par le service de la couronne ou par la *militia* : opportunités évidemment ouvertes à partir de l'implantation de la cour angevine. Pour autant, répétons que l'aristocratie de la ville avait des origines beaucoup plus lointaines que la royauté angevine et qu'elle ne se réduisait pas à un rapport exclusif de dépendance avec la couronne. Toutefois, la gestion aristocratique de l'espace urbain et la relation ambivalente avec la Cour n'épuisent pas la problématique des milieux politiques de la capitale.

Une documentation de seconde main relate une affaire néanmoins fort exemplaire, survenue en 1313. À cette date, le populaire Pietro Pcizatella chercha à entrer dans le siège noble de Portanova. Il fut assailli par les fils de Ligorio, qui lui en interdirent l'accès. Environ 50 ans plus tard, en 1378, les populaires répétèrent la tentative de Pietro, en faisant irruption dans le même siège. En 1381, la reine Jeanne I^{re} déclara que les sièges nobles de la ville de Naples étaient ceux de Nido, Capuana, Porto, Portanova et Montagna⁴⁷. Ces bribes d'information mettent en évidence une question encore peu claire, quant au moment de la fermeture des sièges de la noblesse. Il faudrait contextualiser pour se dégager du flou, non encore dissipé, sur une « noblesse de très ancienne origine », et pour vérifier jusqu'à quand et dans quelle mesure la dynamique sociale demeura réelle à Naples. Nonobstant, l'on commence à reconsidérer efficacement le lien entre les procès de renforcement identitaire des élites de la capitale et la force légitimante de la monarchie.

Il est désormais évident, en tout cas, que les relations entre la couronne et les classes politiques de Naples se révélèrent beaucoup plus problématiques qu'en d'autres lieux. Là réside, sans doute, la deuxième grande particularité de la noblesse parthénopéenne. Outre son organisation en « sièges » mais aussi grâce à eux, les membres des familles aristocratiques finirent par jouer un rôle crucial pour le destin même de la monarchie⁴⁸. Il s'annonçait déjà au début du

47 Ce sont des informations fragmentaires, rapportées par Camillo Tutini, *Dell'origine e fundatione de Seggi di Napoli del tempo in che furono istituiti e della separation de Nobili dal Popolo*, Naples, Beltrano, 1644, p. 61-66 et 129-134. Elles ont été commentées par Fulvio Lenzo, *op. cit.*, p. 27 et Monica Santangelo, art. cit.

48 Sur éminence et distinction dans l'Italie méridionale, voir Ennio Igor Mineo, *Nobiltà di stato. Famiglie e identità aristocratiche nel tardo medioevo. La Sicilia*, Rome, Donzelli, 2001. Sur la ville de Naples : Monica Santangelo, *I seggi di Napoli : logiche di distinzione sociale e controllo dello spazio urbano*, in Fulvio Delle Donne et Antonietta Iacono (dir.), *Linguaggi e ideologie del Rinascimento monarchico aragonese (1442-1503). Forme della legittimazione e sistemi di governo*, Naples, FedOA-Federico II University Press, 2018, p. 101-114.

XIV^e siècle, quand l'élite napolitaine prétendit monopoliser les recrutements à la chambre des comptes et se réserver le consulat à la tête de la nation catalane de la ville. Sa prépondérance, dans les décisions concernant la capitale et le trône, s'épanouit au milieu du Trecento, lors des invasions hongroises et de la guerre civile. Elle culmina avec les luttes qui portèrent à la victoire de Charles III de Duras (1382-1386)⁴⁹.

En conséquence, Guido d'Agostino a fort opportunément dit que la capitale devint un sujet politique, aux côtés de la féodalité et des classes supérieures des autres villes, avec lesquelles la monarchie devait entretenir des relations marquées par des rapports de force ambigus et changeants⁵⁰. À Naples, la légitimité dynastique et celle issue des rapports de force ne coïncidaient pas toujours. La gestion aristocratique de la ville et ses relations ambivalentes avec la cour n'épuisent pas les questions complexes que soulève l'étude des classes politiques de la capitale. Image de cette diversité, les carrières publiques, dont on a parlé, assuraient l'entrée dans l'élite citadine tout autant qu'une ancienne appartenance aux « sièges ». Par ailleurs, l'aboutissement de l'ascension sociale fut, très souvent, l'intégration à la féodalité. Les familles de la noblesse urbaine, dont l'origine était on ne peut plus diversifiée, changèrent donc une fois encore de nature sur la fin du Moyen Âge, à travers l'acquisition de biens, l'accaparement de fiefs, et un nouveau style de vie.

Confrontés à la société politique mouvante de Naples comme du Royaume, de nombreux domaines de recherche restent ouverts. Il en va ainsi pour la collaboration et la compétition entre les familles de la capitale ; pour les relations entre l'ancienne et la nouvelle noblesse ; pour les conséquences de la mobilité sociale. Cependant, une autre question, de même importance, concerne les interactions entre les élites napolitaines et celles qui s'étaient formées et renforcées dans les provinces du Royaume, à savoir dans les universités et dans les seigneuries.

LES PÉRIPHÉRIES DU ROYAUME : LES UNIVERSITÉS

La difficile définition des classes dirigeantes, que nous avons assez notée pour Naples, devient encore plus ardue si nous passons au reste du Mezzogiorno. Elle résulte, en premier lieu, d'une hétérogénéité culturelle et sociale profonde des provinces, ou « justicérats », qui composaient le Royaume. Ces disparités se font évidentes dans la composition des élites politiques et administratives des universités. Aussi intervinrent-elles selon différents contextes et temporalités dans

49 Il vaut de rappeler le récit de Buccio da Ranallo sur le soulèvement de Naples contre Jeanne I^{re}, Buccio da Ranallo, *Cronica*, éd. Carlo De Matteis, Florence, Edizioni del Galluzzo, 2008 ; ajouter : Giuseppe Galasso, 2003, *op. cit.*

50 Voir *supra*, note 5.

l'histoire du pays⁵¹. Les difficultés d'une périodisation sont, en outre, aggravées par les épreuves de la peste et des crises démographiques, qui ravagèrent davantage certaines zones du *Mezzogiorno*. Le présent article ne saurait, toutefois, envisager ce facteur supplémentaire de dissemblance.

Malgré les incertitudes méthodologiques, nous pouvons noter pour départ que, dans les premières décennies du XIV^e siècle environ, les universités des villes mirent par écrit leurs statuts selon un mouvement général. À partir de ce moment, la documentation disponible montre une affirmation globale des sociétés citadines. Certains traits majeurs se repèrent alors dans la formation et dans les transformations de classes politiques urbaines. Ils se dégagent bien de la masse d'informations réunies depuis une vingtaine d'années, même si elles résultent de recherches partielles et ponctuelles⁵². Il faut rappeler, de manière très synthétique, que les villes du Royaume étaient dirigées par des syndics, généralement du lieu, qui représentaient les intérêts de leur communauté. À leurs côtés, des capitaines étaient ordinairement nommés par le souverain (ou par le seigneur si la localité était inféodée). Ils recouvraient des fonctions principalement judiciaires. S'ajoutait une longue liste d'autres administrateurs, tel le bailli, responsable de la défense des coutumes locales, et une pléthore de notaires et de juges. Leur nombre variait, bien sûr, selon la dimension démographique et politique de l'agglomération⁵³.

Dans le cadre de cette organisation municipale, les citoyens se répartissaient, selon leur niveau social, en *nobiliiores*, *medianes* et *populares* : « plus nobles », moyens et populaires⁵⁴. Dans certains cas, les élites se groupaient comme à Naples en plusieurs « sièges », presque toujours en conflit pour dominer le conseil citadin et pour imposer des décisions concernant l'impôt, la redistribution des richesses, les rapports avec la capitale ou les projets d'expansion du district urbain aux dépens des territoires voisins. Une recherche récente a identifié, dans le sud

51 En ce qui concerne la création arbitraire des districts administratifs, les réflexions de Lucio Gambi demeurent irremplaçables : Lucio Gambi, *I valori storici dei quadri ambientali*, in *Storia d'Italia*, I, *I caratteri originali*, Turin, Einaudi, 1972, p. 5-60; et Id., *Le regioni italiane come problema storico*, *Quaderni storici*, 34, 1977, p. 275-298. Sur l'Italie méridionale : Maria Antonietta Visceglia, *Regioni e storia regionale nel Mezzogiorno d'Italia* : note per un profilo storiografico, in *Dimenticare Croce? Studi e orientamenti di storia del Mezzogiorno*, Aurelio Musi (dir.), Naples, ESI, 1991, p. 13-41.

52 Les résultats les plus récents sur le fonctionnement et le rôle des universités, en Italie méridionale, ont été rassemblés par Giovanni Vitolo, *L'Italia delle altre città. Un'immagine del Mezzogiorno medievale*, Naples, Liguori, 2014.

53 Sur l'organisation des universités voir les classiques : Romualdo Trifone, *op. cit.*; Francesco Calasso, *La legislazione statutaria dell'Italia meridionale*, Rome, 1927; et Nunzio Federico Faraglia, *Il comune nell'Italia meridionale. 1100-1806*, Bologne, Forni editore, 1883.

54 Romolo Caggese, *op. cit.*, I, p. 233-254.

de l'Italie, 120 traces de « sièges » dont l'origine, bien que souvent masquée par des réfections et des restaurations modernes, remonte généralement de la fin du XI^e au début du XIV^e siècle. Le plus ancien, de ceux encore existants, est sans doute celui de Castellone a Sessa Aurunca, cité en 1298⁵⁵. La présence diffuse de « sièges » dans toute l'Italie méridionale rapproche son organisation socio-politique de celle du centre-nord de la Péninsule. Elle vaut encore d'être notée comme miroir de la vie citadine dans les provinces. Le plus grand nombre de sièges se trouvait dans les Pouilles, entre Terre d'Otrante et Terre de Bari, et dans les villes de Campanie. Il semble, en particulier, que Salerne, Sessa Aurunca ou Sorrente étaient dotées de plusieurs sièges, car elles jouissaient d'une plus grande population et d'une vie politique plus active qu'ailleurs. Malheureusement, il s'agit d'informations encore lacunaires. Elles contribuent, néanmoins, à donner une image globale des villes du Royaume, moins stagnantes et déprimées qu'on ne le croyait encore il y a quelques décennies.

Dans d'autres cas, c'étaient les « arts » (organisations corporatives des métiers) qui s'assuraient du pouvoir. Ils jouaient alors un rôle actif et décisif pour développer l'autonomie de leur ville. Il en alla de la sorte à l'Aquila (Abruzzes) et dans certaines villes des Pouilles où, pendant tout le XIV^e siècle, des classes d'origine populaire (marchandes et artisanales) et d'ascension récente s'imposèrent parmi les élites politiques, et orientèrent les décisions fiscales ou administratives des universités⁵⁶. À Manfredonia, de la sorte, elles suscitèrent une controverse sur l'éventualité de transformer en contributions indirectes l'impôt direct exigé par le monarque. À Trani, elles se trouvèrent au centre de différends concernant les *dazi* (taxes). En Terre de Labour, à Gaète, la classe des marchands et des armateurs fut souvent employée dans l'administration locale et partagea la direction de la ville avec les familles anciennes et aisées, déjà formées entre XII^e et XIII^e siècle. Ces dernières s'étaient mises, pour leur part, au service de la monarchie angevine depuis ses débuts, en accordant par exemple des prêts importants à Charles I^{er}⁵⁷.

55 Fulvio Lenzo, *op. cit.*, cf. appendice I, p. 137-198.

56 Maria Rita Berardi, *I monti d'oro. Identità urbana e conflitti territoriali nella storia dell'Aquila medievale*, Naples, Liguori, 2005 ; Vito Vitale, *Trani dagli angioini agli aragonesi*, Bari, 1912 ; Carmela Massaro, *Potere politico e comunità locali nella Puglia tardomedievale*, Galatina, Congedo Editore, 2004.

57 Anna Airò, "Et signanter omne cabella et dacia sono dela detta università" istituzioni, ambiente, politiche fiscali di una « località centrale » : Manfredonia nel sistema territoriale di Capitanata tra XIII e XVI secolo, in R. Licinio (dir.), *Storia di Manfredonia*, I, *Il Medioevo*, Bari, Edipuglia, 2008, p. 165-214. Pour Trani : Vito Vitale, *op. cit.*, p. 208-244. Dans les actes de la chancellerie angevine, l'on compte bien 239 citoyens de Gaète remboursés pour l'argent prêté à la couronne. Voir, à ce propos, la récente contribution de Maria Teresa Caciorgna, *Una città in espansione : aspetti sociali*

Les transformations que l'on vient de voir, au sein des pouvoirs urbains, résultèrent principalement de mutations économiques; mais la dynamique politique et l'importante mobilité sociale, dans les universités méridionales, résulta encore d'autres causes, quoique mal définies⁵⁸.

Abstraction faite de la domination sociale, nous pouvons du moins rappeler, à la lumière des archives urbaines, que les classes politiques des universités manifestaient une belle vitalité, évidente sous trois rapports au moins : l'expansion du *contado*, pour acquérir des terres et étendre la juridiction citadine; le développement d'un groupe d'officiers en relation avec la cour; la vitalité culturelle.

Ces perspectives, ouvertes par l'historiographie la plus récente, contribuent à une réévaluation globale des élites politiques du *Mezzogiorno* angevin, même si elles ne concernent pour l'heure que quelques agglomérations. Elles invitent les historiens à reconsidérer l'origine, sociale et géographique, des groupes de pression politique d'extraction citadine. L'expansion du territoire d'une ville portait à l'acquisition de propriétés, dans lesquelles investir, et de pouvoirs fiscaux et juridictionnels. Le tout augmentait la force des classes dominantes de la cité. La conquête de territoires voisins poussait souvent les oligarchies urbaines à soutenir les officiers locaux, tels les capitaines nommés par le roi, contre les administrateurs provinciaux, qui eux défendaient le *statu quo* dans les équilibres spatiaux de leur « justicierat ». Le syndic d'Atri, par exemple, demanda au souverain d'intervenir contre le lieutenant du justicier et le chambrier des Abruzzes, qui avaient reçu l'ordre de séparer certains *castra* (villages) de la ville, car biens domaniaux⁵⁹. À l'Aquila, les luttes pour l'extension du *contado* aboutirent à doter les élites citadines d'amples pouvoirs territoriaux sur les espaces environnants⁶⁰.

Les preuves de dynamisme urbain sont nombreuses et ramènent toutes au problème des relations entre les représentants de la classe administrative, liée au souverain, et les élites citadines. En substance, les cas cités montrent que le *servitium regis*, auquel de nombreux provinciaux aspiraient, ne fut que l'un des canaux disponibles de mobilité sociale, dans une société encore très ouverte jusqu'au milieu du xiv^e siècle. L'accès à l'administration urbaine ou à des fonctions imposant une certaine culture, comme le notariat, pouvaient constituer le tremplin d'un succès qui ne menait pas toujours à la cour.

istituzionali ed economici di Gaeta nei secoli secc. XI-XIV, in Bruno Figliuolo, Rosalba di Meglio et Antonella Ambrosio (dir.), *op. cit.*, I, p. 31-39.

58 Une réflexion sur la dynamique des relations sociales, dans les universités du Royaume, se trouve chez Giovanni Vitolo, *op. cit.*, chap. 3 *Linguaggi e forme del conflitto politico*, p. 107-146.

59 A. Sorrichio, *Il comune atriano nel XIII e XIV secolo*, Atri, D. De Arcangelis, 1893.

60 Maria Rita Berardi, *op. cit.*

Le rapport qui s'établit entre les groupes dirigeants locaux et la couronne devint toutefois multiple et changeant, et il influa sur le cours des décisions politiques et administratives de la monarchie. L'enjeu majeur concerna, de façon évidente, la fonction de capitaine citadin. Il s'agissait d'une charge témoignant bien de la circulation des principaux officiers jusqu'à ce niveau : de la cour de Naples vers les autres villes du Royaume et *vice versa*⁶¹. Nés en province, envoyés dans la capitale et revenus pour gouverner les universités du pays, de tels agents en portaient aussi les revendications autonomistes. Par leur biais et grâce à leur culture gestionnaire et archivistique, les sociétés citadines parvenaient à exercer une certaine influence sur le centre et sur la politique des souverains, bien que ceux-ci ne convoquassent que rarement des assemblées représentatives⁶².

Les oligarchies urbaines du Royaume suivirent pour s'affirmer, en tant qu'interlocutrices du pouvoir royal, des voies originales, qui différaient au moins en partie de celles adoptées par exemple en Provence. Nous avons très peu d'informations, pour l'époque angevine, sur les délibérations des conseils municipaux; mais l'osmose qui s'établit avec la capitale voire, dans certains cas, avec la couronne est notoire et emblématique. À l'Aquila, de la sorte, c'était effectivement le souverain qui choisissait le capitaine mais parmi quatre noms proposés par l'université. À Teramo, il revenait à la ville de nommer son capitaine. Atri, à l'inverse, demanda l'aide d'un officier royal, car supposé étranger aux intérêts et aux luttes entre factions de la ville. Il n'empêche que les élites s'adressèrent ensuite au justicier contre le capitaine, coupable d'avantager des coterie locales⁶³.

En substance, les recherches des vingt dernières années ont démontré que les élites dirigeantes des villes du Mezzogiorno étaient actives, fières et jalouses des prérogatives acquises par les communautés au cours des siècles précédents. Elles cherchaient encore dans ce passé des raisons de prestige, pour leur famille et pour leur petite patrie⁶⁴. Elles prêtaient pour cela une attention particulière

61 Francesco Calasso, *op. cit.* Sur le rôle des capitaines : Giovanni Vitolo, *op. cit.*, chap. 4, *Monarchia ufficiali regi, comunità cittadine*, p. 150-168.

62 Francesco Mottola, *Le cancellerie delle universitates meridionali. Gli esempi di Penne e di Sulmona (sec. XV-XVI)*, Lavello, Congedo, 2005; Claudia Vultaggio (dir.), *Civitas Penne. La città medievale*, Rome, L'Erma di Bretschneider, 2015; Pierluigi Terenzi, *Scritture di confine. Verbali e registri consiliari nelle città dell'Abruzzo settentrionale (secolo XIV-XV)*, in Isabella Lazzarini, Armando Miranda et Francesco Senatore (dir.), *Istituzioni, scritture, contabilità. Il caso molisano nell'Italia tardomedievale*, Rome, Viella, 2017, p. 193-216.

63 Claudia Vultaggio, *Il contado di Atri dalla nascita del comune alla signoria degli Acquaviva*, in Giovanni Vitolo (dir.), *Città e contado nel Mezzogiorno tra Medioevo ed età moderna*, Salerne, Laveglia, 2005, p. 129-166.

64 Giovanni Vitolo, *Città e coscienza cittadina nel Mezzogiorno medievale. Secc. IX-XIII*, Salerne, Laveglia, 1990.

à la mémoire privée et collective, artistique, culturelle et documentaire. Les archives, conservées jalousement dans les caisses des villes, attestaient les espaces d'autonomie, les usages ruraux et les privilèges obtenus jadis ou naguère⁶⁵. Au XIV^e siècle, en tout cas, de nouvelles classes s'affichèrent sur la scène politique. Elles atteignaient, dans leur université, la fonction représentative de syndic ou les postes plus techniques de notaire, de juge ou d'assesseur. Elles nouaient jusqu'à des relations, de nature variée, avec la capitale et la cour.

LES PÉRIPHÉRIES DU ROYAUME : LE MILIEU SEIGNEURIAL

En ce qui concerne le milieu seigneurial, le cadre qui se dessine est également beaucoup moins statique et homogène qu'on ne le disait il y a peu encore⁶⁶. Autant que les structures des seigneuries méridionales, il faut en considérer les tournants chronologiques. La vigoureuse multiplication des adoubements, par le pouvoir angevin du XIII^e siècle, alimenta une vraie mobilité sociale. Elle contribua à la formation d'une classe chevaleresque qui devait son élévation à la couronne. Celle-ci l'utilisa, de son côté, dans les fonctions administratives et militaires. J'ai déjà averti que d'autre part, pourtant, une solide noblesse autochtone, foncière et féodale, formée à l'époque normano-souabe, sut s'insérer dans la nouvelle cour et dans ses principaux offices⁶⁷. Dans la même perspective d'intégration, elle n'hésita pas à s'unir souvent, par des liens familiaux, avec l'aristocratie de fraîche importation.

Tout le Trecento fut marqué par le progrès d'une noblesse aux fortes bases territoriales, sur laquelle la couronne put compter jusqu'à la moitié du siècle. Les célèbres familles Ruffo, Sanseverino et Marzano, qui consolidèrent de vastes domaines féodaux aux frontières entre Royaume et patrimoine de l'Église, ne sont que les parangons d'une classe qui enfla pendant tout le XIV^e siècle⁶⁸. Des parvenus

65 Id., "In palatio communis". *Nuovi e vecchi temi della storiografia*, in Giovanni Vitolo, Giovanna Petti Balbi, Giorgio Chittolini (dir.), *Città e territori nell'Italia del medioevo. Studi in onore di Gabriella Rossetti*, Naples, Liguori, 2017, p. 243-294.

66 Sandro Carocci, *Signorie di Mezzogiorno*, Rome, Viella, 2017. Une réflexion historiographique est due à Giuseppe Galasso, *L'image de la noblesse chez les historiens napolitains*, in Noël Coulet et Jean-Michel Matz (dir.), *op. cit.*, p. 737-747.

67 Sylvie Pollastri, *op. cit.*; Giuliana Vitale, *Nobiltà napoletana dell'Età durazzesca*, in Noël Coulet et Jean-Michel Matz (dir.), *op. cit.*, p. 363-429.

68 Antonio Macchione, *Poteri locali nella Calabria angioina. I Ruffo di Sinopoli (1250-1350)*, Bari, Adda, 2017; Id., *Quadri prosopografici della feudalità calabrese in età angioina : i Ruffo di Calabria tra XIV e XV secolo*, sous presse; Pasquale Natella, *I Sanseverino di Marsico : una terra, un regno*, Mercato San Severino, Arci Postiglione, 1980; Sylvie Pollastri, Une famille de l'aristocratie napolitaine sous les souverains angevins : les Sanseverino (1270-1420), *Mélanges de l'École française de Rome. Moyen Âge*,

la rejoignaient, comme d'aucuns des « sièges » napolitains. Elle se développait, entre autres, par suite de stratégies matrimoniales adroites. Elles ouvraient la porte à des membres d'une oligarchie urbaine d'origine parfois marchande et financière, qui désiraient néanmoins rallier la féodalité.

Cette haute aristocratie, en symbiose avec la cour, participa aux projets politiques de la couronne grâce, également, à sa présence dans les principaux offices de la monarchie, comme nous le savons. Elle entra même, à quelque degré, en synergie avec le gouvernement royal, comme productrice d'une culture administrative et d'une catégorie d'officiers, pour ses domaines. Au premier rang, il faut ici retenir les princes de Tarente. *Grosso modo* de lignée royale jusqu'à la seconde moitié du XIV^e siècle, ils jouirent au vrai d'une série de privilèges et d'une autonomie sans pareilles. Elles favorisèrent le développement d'une véritable cour avec une ample suite d'officiers, de juges et de notaires responsables de la conduite des domaines princiers⁶⁹. Parmi ces agents, il convient de mentionner Giovanni Freccia di Ravello, chancelier et confident de Philippe II de Tarente, et plus encore les chanceliers Giovanni Seripando et Bartolomeo Caracciolo. Également professeurs de droit civil dans le *studium* napolitain, ces deniers provenaient en fait de la capitale, illustrant une continuité entre la cour centrale et les grandes seigneuries⁷⁰.

Cette osmose culturelle, entre la couronne et le monde féodal, favorisait-elle une fermeture oligarchique ? Quel genre de mobilité et donc quelles transformations est-il possible de mettre en évidence au cours du XIV^e siècle ? Il s'agit, à mon avis, de points qui attendent encore d'être développés par des recherches plus analytiques. Peu après la mort de Robert, sous le règne de Jeanne I^{re}, des différends éclatèrent entre factions qui avaient jusqu'alors collaboré assez harmonieusement avec la couronne. Le jeu politique, qui avait longtemps

103/1, 1991, p. 237-260; Carolina Belli (dir.), *L'archivio di Trano a Sessa Aurunca. Un inventario del secolo XIX*, Napoli, Società napoletana di storia patria, 2020.

69 L'historiographie récente sur la principauté de Tarente est énorme. Pour s'orienter : Gualberto Carducci, *Il Principato di Taranto nella storiografia dell'ultimo trentennio*, in A. Cassiano et Benedetto Vetere (dir.), *Da Giglio all'Orso. I principi d'Angiò e Orsini del Balzo nel Salento*, Galatina, Congedo, 2006, p. 251-261 (repris de *Cenacolo. Rivista storica di Taranto*, n° s., 15 [2003], p. 51-64). Ajouter les articles des volumes de Luciana Petracca et Benedetto Vetere (dir.), *Un principato territoriale nel Regno di Napoli? Gli Orsini del Balzo principi di Taranto (1399-1463)*, Rome, Istituto storico italiano per il medioevo-Centro studi orsiniani, 2013; et Gemma Colesanti (dir.), « *Il re cominciò a conoscere che il principe era un altro re* ». *Il principato di Taranto ed il contesto mediterraneo (secc. XII-XV)*, Rome, Istituto storico italiano per il medioevo-centro studi orsiniani, 2014.

70 Andreas Kiesewetter, *I grandi ufficiali e le periferie del Regno. I dirigenti della cancelleria dei principi di Taranto e dei duchi di Durazzo (ca. 1305-1380)*, in Riccardo Rao (dir.), *op. cit.*, p. 123-152.

fonctionné, était pourvoyeur de faveurs, de charges et de fiefs. Il avait ainsi assuré enrichissement et mobilité sociale. Il laissait place à des groupes de pouvoir formés certes grâce à la cour mais seulement pour partie, comme nous l'avons vu à propos des « sièges » napolitains. En compétition entre eux, ils créaient des agrégations politiques dans lesquelles force et compétence militaires jouaient maintenant un rôle décisif.

Le conflit entre les familles, de sang royal, de Duras et de Tarente polarisa les luttes politiques de la deuxième moitié du ^{xiv}^e siècle. Même si les offices exerçaient encore une forte attraction, ils devinrent souvent de simples dignités, aux dépens d'un rôle administratif réel. En bref, le rapport entre aristocratie féodale et monarchie se modifia. Le renouveau récent de l'historiographie angevine n'a pas encore assez mis l'accent sur les structures des grandes seigneuries territoriales, comme elles se dessinaient déjà avec Jeanne I^{re} pour se manifester dans leur plénitude sous le règne de Ladislas (1386-1414). Ces réalités n'ont pas encore été étudiées dans leur ensemble, afin d'en approfondir tous les aspects économiques comme les dynamiques sociales. La contribution importante et innovante de Sylvie Pollastri sur les principautés territoriales, les recherches sur celle de Tarente et les constatations d'ensemble de Giuseppe Galasso ont ouvert la voie à un chantier où les études progressent à petits pas, en raison d'une documentation très fragmentaire⁷¹. Ce que l'on peut mettre en évidence présentement, nous l'avons vu, c'est qu'une féodalité aux origines parfois très anciennes fut rejointe, dans le cadre d'un ample « tournant seigneurial », par d'importants membres de familles napolitaines et par des ultramontains enracinés dans le Royaume. Beaucoup de seigneurs, en accumulant les domaines, s'élevèrent considérablement dans la hiérarchie nobiliaire. La diffusion du mercenariat, soit le « tournant mercenaire », leur permit d'intervenir avec décision dans la vie politique agitée et dans les luttes dynastiques qui affligèrent les soixante-dix dernières années, environ, de la première dynastie angevine. Nous pourrions dire qu'à Naples, à partir de la mi-^{xiv}^e siècle, la cour cessa de réguler l'ascension sociale, au contraire de ce qui advenait simultanément dans les autres pays d'Occident. Ainsi, à la fin du ^{xiv}^e siècle, Raimondello del Balzo Orsini joua-t-il un rôle majeur dans la lutte entre Ladislas de Duras et Iacopo Caldora, baron des Abruzzes, grâce à ses moyens personnels, c'est-à-dire grâce aux contingents militaires qu'il avait à sa disposition. À sa façon, les « seigneurs-condottieres » furent encore des acteurs décisifs dans les événements qui touchèrent l'Italie méridionale lors du passage de pouvoir des Angevins aux Aragonais⁷².

71 Voir *supra*, notes 8 et 15.

72 Armano Miranda, *Dissoluzione e redistribuzione di un grande patrimonio feudale : il territorio dei Caldora*, in Francesco Senatore, Francesco Storti (dir.), *Poteri, relazioni, guerra nel regno di Ferrante d'Aragona. Studi sulle corrispondenze diplomatiche*, Naples,

La force militaire et l'activité impétueuse de « nobles-capitaines de guerre » caractérisaient tous ceux qui conditionnaient maintenant le destin de la couronne. Ils continuaient pourtant d'assurer à la cour et avec elle leur appartenance à la tête du Royaume, à travers un service ambigu de type « féodo-mercenaire »⁷³. Cela souligne, *in fine*, le problème d'identité des élites angevines et l'impossibilité de définir pour elles un modèle unique⁷⁴. Jusqu'à la mort de Robert, environ, l'assistance au monarque paraît avoir joué un rôle décisif dans ce procès identitaire. Avec le tournant de la mi-XIV^e siècle, d'autres dynamiques sociales, politiques et militaires diversifièrent les comportements et les styles de vie nécessaires à la distinction et à l'éminence⁷⁵.

DES QUESTIONS OUVERTES

Cet aperçu sur les classes supérieures dans le Mezzogiorno angevin conduit à reconnaître plusieurs occasions de rencontre et de fusion pour des élites d'origines différentes : les rapports entre monarchie et capitale; l'interaction socio-culturelle des oligarchies napolitaines et provinciales (autochtones ou immigrées); enfin, les échanges entre Royaume et autres terres angevines. Fruit de multiples rapprochements, la société politique de l'Italie méridionale ne fut pas seulement plurielle, mais se montra malléable. En dépit des jugements ou des préjugés négatifs de la tradition historiographique, elle assura la relative continuité d'un « royaume de Naples ». Elle agit en effet, pendant 150 ans, comme un réseau qui structurait le pays à travers des tournants chronologiques pourtant nets : l'arrivée des « ultramontains » à la mi-XIII^e siècle, l'ascension des élites napolitaines au XIV^e, la turbulence d'une aristocratie foncière toujours plus militarisée à partir de la seconde moitié du Trecento. Malgré les à-coups, les élites régnicoles générèrent, selon la juste parole de Giuseppe Galasso, une authentique « nation ». Elle traversa l'âge angevin pour même s'épanouir aux temps aragonais,

Cliopress, 2011, p. 67-142 (mais cet article concerne surtout la fortune des Caldora au XV^e siècle). D'importantes considérations sur le rôle joué par Raimondello Orsini se trouvent chez Andreas Kieseewetter, *Il principato di Taranto fra Raimondo Orsini del Balzo, Maria d'Enghien e re Ladislao d'Angiò-Durazzo (1399-1407)*, in Luciana Petracca et Benedetto Vetere (dir.), *op. cit.*, p. 147-161.

73 Quelques exemples sont donnés par : Ernesto Pontieri, Muzio Attendolo Sforza e Francesco Sforza nei conflitti dinastico-civili nel Regno di Napoli al tempo di Giovanna d'Angiò-Durazzo, in Id., *Divagazioni storiche e storiografiche*, Naples, ESI, 1960, I, p. 75-199.

74 Sur la question des identités, voir les articles rassemblés dans le volume Jean-Paul Boyer, Anne Mailloux et Laure Verdon, *op. cit.*

75 En ce qui concerne le XV^e siècle, ces thèmes ont été traités par Giuliana Vitale, 2002, *op. cit.*

bien plus brefs mais tout aussi fondamentaux pour le Royaume⁷⁶.

Quoi qu'il en soit, plusieurs caractères distinctifs des élites politiques s'étaient définis dès les Angevins, par delà le morcellement de la société. Il faut insister derechef sur le rapport entre monarchie et milieux dirigeants de la capitale. Importe autant l'adoption de styles de vie communs. Ils recommandaient d'investir dans la terre, de choisir des carrières administratives, de résider à Naples. Tous ces traits contribuèrent, surtout dans les siècles successifs, à donner quelque cohérence à des oligarchies au départ bien disparates.

Il y eut, en bref, convergence de phénomènes différents, tous nécessaires à l'analyse des mobilités sociales. Seule leur prise en compte globale livrerait la clef de l'identité multiple des élites politiques. Elle contribuerait, aussi, à préciser les étapes de formation du bloc oligarchique pluriséculaire, dont la définition se résume encore trop à un axiome pour l'historiographie du Mezzogiorno.

Or, j'ai dû renoncer à détailler, entre les multiples moteurs de l'essor et du renouvellement des classes dirigeantes, la dimension socio-économique. Elle ressort pourtant en filigrane de toute la documentation, quand même elle ne se privilégie pas ; mais l'état présent des travaux la laisse à l'arrière-plan.

Le réveil de l'historiographie angevine, ces dernières années, s'est orienté principalement vers les relations diversifiées établies avec la cour. Ainsi demeurent de nombreux points d'ombre ou totalement oubliés. Plus largement, la prédominance du politique a mené, sans doute, à négliger la large gamme des paramètres économiques, professionnels ou culturels, qui favorisèrent la genèse des élites politiques.

Sur ce plan, il reste en particulier à s'interroger davantage sur l'apport d'une bourgeoisie d'affaires. Ce thème, pourtant évoqué dans les travaux des XIX^e-XX^e siècles, est estompé dans les contributions récentes, comme principale victime du « tout politique ». Les études, sur les mutations des classes dirigeantes angevines, se satisfont volontiers de considérations déjà anciennes pour les questions socio-économiques. Il en va ainsi pour la division en *nobiliiores*, *medianes* et *populares*, sur laquelle s'était arrêté Romolo Caggese, comme pour l'importance de solides groupes de marchands étrangers, étudiés par Jacques Yver⁷⁷.

Tant les marchands et entrepreneurs, forains ou régnicoles, que le milieu notarial grossirent les rangs d'une classe de *medianes* ou *mediocres*. Il vaut d'insister sur les notaires, qui partageaient des valeurs capables d'en faire les représentants d'une culture citoyenne et locale. Plus largement, les membres de conseils de ville faisaient entendre leur voix, mais leur entrée dans les élites politiques a été rarement considérée. Dans une étude novatrice sur Manfredonia,

⁷⁶ Giuseppe Galasso, 1992, p. 311 s.

⁷⁷ Romolo Caggese, *op. cit.*, I, p. 233-254 ; Jacques Yver, *op. cit.*

Anna Airò a mis en perspective les suppliques et le matériel survivant des *Partium* de la Sommaria, ainsi que les listes de droits accordés à la ville par Charles II. Elle a valorisé les cadres de la politique locale (conseils et délibérations), où se tenaient les débats en matière fiscale. Ceux-ci favorisèrent, à la fois, l'affirmation d'une communauté de *Manfredoniani* et la croissance économique de la ville, à travers une série de gabelles qui en augmentèrent les finances⁷⁸. En utilisant les registres de la chancellerie angevine, Romolo Caggese avait déjà relevé l'aspiration d'une classe notariale qui « eut coutume de vivre noblement », quoiqu'elle appartînt à « l'université des populaires⁷⁹ ».

En somme, je pense que, pour progresser, il importe désormais de considérer les logiques de la politique locale et la dialectique entre dynamiques sociales et conditions économiques, davantage que les structures gouvernementales d'ensemble. Il semblerait, selon l'historiographie présente, que les changements que connut le Royaume dépendirent peu de la mobilité économique. Avec les Anjou, pourtant, l'Italie méridionale se trouva projetée dans un marché méditerranéen à la vitalité assez remarquable. Les études de Giuliana Vitale ont énuméré nombre de Napolitains enrichis par des activités commerciales et en mesure de prêter⁸⁰.

Le débat sur la supposée rigidité des classes supérieures conduit, également, à rappeler que la crise du XIV^e siècle frappa le royaume angevin avec autant de violence qu'ailleurs, partant avec des effets aussi catastrophiques. La population diminue, dans certaines régions, de 40 %⁸¹. Quelles furent les conséquences ? Le dépeuplement figea-t-il les positions sociales, par la dépression qu'il entraîna ? Donna-t-il, au contraire, des opportunités d'ascension économique et politique, en ruinant les situations établies ? Ce sont des interrogations qui restent posées.

De là, jusqu'à quand fut-il possible, dans la capitale ou dans les autres villes du Royaume, d'accéder aux plus hauts niveaux de la société ? La question, malgré des études ponctuelles, attend des réponses globales. Elles ne sont pas exclues, même pour un territoire aussi diversifié et articulé que le Royaume de Sicile en plein Moyen Âge. Pour autant, l'histoire du patriciat napolitain, dont la fermeture, à la lumière des enquêtes les plus récentes, peut se reporter de presque un siècle, paraît

78 Anna Airò, art. cit.

79 Romolo Caggese, *op. cit.*, I, p. 276.

80 Giuliana Vitale, 2003, *op. cit.*, en particulier p. 27-81.

81 Pour les conséquences de la crise sous les rapports de la démographie et de l'habitat, voir : Giuseppe Galasso, *Gli insediamenti e il territorio*, in Id., *L'altra Europa. Per un'antropologia storica del Mezzogiorno d'Italia*, Milan, Mondadori, 1982, p. 13-63 ; Angerio Filangieri, *Territorio e popolazione nell'Italia meridionale. Evoluzione storica*, Milan, Franco Angeli, 1979 ; Eleni Sakellariou, *Southern Italy in the Late Middle Ages. Demographic, Institutional and Economic Change in the Kingdom of Naples, c. 1440-c. 1530*, Leyde-Boston, Brill, 2012.

démonstrative du chemin qui reste à parcourir. Elle invite, encore, à prendre conscience des pièges tendus par une littérature prétendue érudite qui, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, a reproduit des schémas de formation des oligarchies sans réelle connaissance des sources. Ces modèles anticipent et alimentent la tradition qui explique les retards du Mezzogiorno, la « question méridionale », par le poids d'une noblesse et d'un patriciat inamovibles au long des siècles.

Dans le sud de la Péninsule, malheureusement, l'enquête sur la mobilité sociale n'a pas rencontré le même succès récent que dans le reste de l'historiographie italienne et internationale⁸². Il est vrai que les recherches, sur le Mezzogiorno, sont semées d'embûches, avec au premier chef ses graves lacunes documentaires. Ainsi qu'on l'a vu dans les pages précédentes, une ample approche pluridisciplinaire, impliquant l'art et l'architecture comme les analyses sémiotiques sur le langage, peut aider à reconsidérer la formation puis la fermeture des blocs oligarchiques.

82 Dans l'espace français, la nécessité de recherches qui dégagent les effets de la conjoncture sur la mobilité sociale a été naguère rappelée par John Drendel, La mobilité sociale dans l'historiographie française, in Sandro Carocci, Isabella Lazzarini, *op. cit.*, p. 239-246. Pour l'Italie centro-septentrionale, la bibliographie est inépuisable, je renvoie donc seulement à Patrizia Mainoni, Finanza pubblica e fiscalità nell'Italia centro-settentrionale (secoli XIII-XV), *Studi Storici*, 40, 1999, p. 449-470. Pour l'espace angevin, voir les articles rassemblés par Serena Morelli (dir.), *op. cit.*; pour d'autres pays de la Méditerranéenne : Lorenzo Tanzini, Sergio Tognetti (dir.) *Il governo dell'economia. Italia e penisola iberica nel basso medioevo*, Rome, Viella, 2014.